

## Jean-Louis Billon: «La classe moyenne africaine, une chance pour la France et l'Europe»

Pour le ministre du Commerce de la Côte d'Ivoire, « le continent africain est devenu la "nouvelle frontière" avec ses 850 millions d'abonnés à la téléphonie mobile »

**Les faits** — Brexit et retour du protectionnisme, élection de Trump et revanche du « petit blanc », éviction de Renzi et refus du cadre européen, crise migratoire et crispations identitaires, poussées populistes en Europe... Faut-il voir dans ce rejet des référents du siècle passé le dernier sursaut d'une classe moyenne en voie de disparition ? La série de d'hiver l'Opinion.

---

Le paysage africain est contrasté. Les regrettables crispations politiques, la persistance de zones d'insécurité et les incertitudes sur l'avenir du continent le plus souvent liées à des déficits de gouvernance sont autant de miroirs déformants qui masquent l'autre réalité africaine, moins évidente mais certainement plus déterminante. Depuis le début des années 2000, la grande roue de la croissance tourne à plein régime avec des taux supérieurs à 5 % en moyenne par an.

Contrairement aux idées reçues et trop facilement ressassées, cette transformation en marche du continent est essentiellement portée par une consommation intérieure en hausse constante et non pas seulement par des exportations de matières premières aux prix fluctuants. Certes, le secteur extractif a été l'un des moteurs de ce dynamisme mais la chute brutale, ces deux dernières années, des cours mondiaux du brut et des minerais démontre que les économies africaines sont aussi et avant tout endogènes. Si le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne passe de 6,6 % en 2010 à 3 % en 2016, selon le Fonds monétaire international, c'est essentiellement le fait de quelques pays pétroliers entrés en quasi-récession et qui pèsent lourd dans le produit intérieur brut consolidé du continent. Mais il est tout aussi important de relever que les pays non exportateurs de pétrole et de minerais font mieux que résister avec une croissance quasi-linéaire.

C'est notamment le cas de la Côte d'Ivoire qui affiche une croissance moyenne supérieure à 8 % depuis 2011 et l'accession au pouvoir du **président Alassane Ouattara**. En 2016 et 2017, les prévisions dépassent les 8 % ! Sur l'ensemble de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui exporte très peu de matières premières, le taux de croissance était de 6,5 % en 2012, il sera de 6,5 % cette année !

«**Nouveaux Africains**». Cette consommation intérieure repose sur une nouvelle classe moyenne qui comprend déjà entre 200 millions et 370 millions de personnes sur l'ensemble du continent, selon différentes études. Ils seront plus de 900 millions en 2050, soit presque le double que le marché actuel de l'Union européenne, première économie mondiale. Ces « **nouveaux Africains** » disposent d'un pouvoir d'achat qui leur permet de mieux se nourrir, de s'habiller avec des vêtements de marque, d'aller au restaurant, d'acheter de l'électroménager et

une voiture, de scolariser leurs enfants dans de bonnes écoles, de se soigner correctement, de construire leur maison ou de se loger décentement.

Les loisirs, les vacances et la culture constituent également de nouvelles habitudes de consommation. Les « nouveaux Africains », de plus en plus nombreux et en majorité urbains, travaillent dans le commerce, la petite industrie, l'artisanat, la fonction publique, l'agro-industrie, les métiers du bâtiment, les télécoms, les nouvelles technologies..., autant de secteurs économiques qui connaissent depuis une quinzaine d'années une progression continue.

De plus en plus aussi, ils créent leurs propres entreprises pour développer des produits 100 % africains et prospecter de nouveaux marchés délaissés par les entreprises internationales. Ils recrutent des salariés et forment leurs cadres qui vont à leur tour rejoindre cette nouvelle classe moyenne. Ils sont tout bonnement en train de bouleverser la donne sur le continent, la baisse de la pauvreté étant l'une des premières caractéristiques de cette mutation profonde.

Il suffit de se référer au dernier rapport « Lions on the move II : realizing the potential of Africa's economies » de McKinsey pour se convaincre de la réalité de ces évolutions uniques dans l'histoire de l'économie mondiale. Les dépenses des ménages et des entreprises devraient bondir de 645 milliards de dollars et 970 milliards de dollars d'ici à 2025 pour faire du continent un « méga-marché » de 5 500 milliards de dollars. Cette augmentation de la demande intérieure couplée à une hausse des exportations va entraîner une forte croissance des industries manufacturières dont le chiffre d'affaires devrait passer de 500 milliards de dollars en 2015 à 930 milliards de dollars en 2025. Ce cercle vertueux production/consommation, c'est du produit intérieur brut par habitant en plus, de la pauvreté en moins, de la richesse mieux partagée et de la croissance inclusive. Exactement ce dont l'Afrique a besoin !

Cet élan économique endogène est évidemment encore insuffisant face au défi des 2 milliards d'habitants attendus en 2050, dont 450 millions de jeunes qui vont arriver sur le marché de l'emploi. Mais il est là, indiscutable. L'Afrique est devenue la « nouvelle frontière » avec ses 850 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et près de 350 millions de smartphones en circulation, son dynamisme dans les secteurs des télécoms et du digital et ses immenses projets d'infrastructures (transport, énergie, eau et assainissement...) financés par les bailleurs internationaux, certes, mais aussi de plus en plus par des banques et des institutions financières africaines. Car si ces « nouveaux Africains » consomment, ils épargnent aussi irriguant un secteur bancaire en forte croissance.

*Les patrons français sont devenus d'authentiques afro-optimistes! En dix ans, la part de l'Afrique dans le chiffre d'affaires global des entreprises interrogées va augmenter de 75%*

Les grandes puissances internationales et les nouveaux émergents présents sur le continent ne s'y sont pas trompés et investissent l'Afrique, à grande vitesse et avec méthode. Les chiffres des apports financiers extérieurs sont de ce point de vue éloquents puisqu'ils ont presque dou-

blé en dix ans, passant de 125,5 milliards de dollars en moyenne sur la période 2004-2008 à 226,5 milliards de dollars en 2016, selon l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Chine, Etats-Unis, Grande Bretagne, Japon, Allemagne, Brésil, Turquie : cette nouvelle appétence africaine est générale.

Dans ce contexte porteur, les entreprises françaises disposaient d'un temps d'avance, notamment dans les pays francophones, comme leurs homologues britanniques et américains dans les pays anglophones. Contrairement aux idées reçues, ce temps d'avance a été optimisé. Certes, les parts de marché françaises en Afrique subsaharienne ont été divisées par deux en dix ans, de 7 % en 2005 à 4 % en 2015, mais les volumes ont augmenté. Selon le cabinet international BearingPoint qui a publié l'année dernière une passionnante étude « Une Afrique, des Afriques », les patrons français sont devenus d'authentiques afro-optimistes ! En dix ans, la part de l'Afrique dans le chiffre d'affaires global des entreprises interrogées va augmenter de 75 %.

Certains groupes français traduisent parfaitement cet essor. **C'est notamment le cas de Canal+** qui développe des programmes 100 % africains et qui compte à présent plus de 2 millions d'abonnés alors que le marché français est en baisse. C'est aussi le cas de Carrefour et du **champion de la distribution de marques en Afrique, le groupe CFAO**, qui développent des centres commerciaux sur le continent, dont le premier Playce qui a ouvert ses portes à Abidjan en décembre 2015.

**830000 emplois en France.** L'Afrique fait envie ; à elle à présent de savoir négocier avec ses partenaires pour défendre ses intérêts commerciaux et industriels. Il n'est pas question ici d'opter pour un nationalisme ou un protectionnisme exacerbés, mais de rappeler que la concurrence libre et non faussée vaut également pour l'Afrique qui n'a pas vocation à demeurer le territoire des chasses gardées ainsi que l'espace des monopoles injustifiés et des situations de rente.

Les classes moyennes africaines sont au contraire une chance pour tous. « Faisons un peu d'économie-fiction. Imaginons que la croissance africaine conserve le même rythme dans les quinze prochaines années, d'ici à 2030. Imaginons que les importations africaines continuent à croître au même rythme, écrivent Jean-Michel Sévérino et Jérémy Hajdenberg dans leur dernier ouvrage, *Entreprenante Afrique* (Odile Jacob), sur la révolution entrepreneuriale africaine. Ces deux premières hypothèses ne sont pas très audacieuses. Imaginons aussi que la France conserve sa place dans le commerce extérieur africain : c'est plus audacieux, concédons-le. Dans ce scénario, le nombre d'emplois créés serait de l'ordre de 830 000 sur le sol français du seul fait du commerce avec l'Afrique subsaharienne, et 1 200 000 du fait du commerce avec le continent dans son ensemble. C'est la grande leçon de commerce africaine : les consommateurs africains font les emplois français... »

En 2050, le PIB de l'Afrique pourrait égaler celui de l'Union européenne. L'Afrique a certainement encore besoin de ses anciennes puissances coloniales, des États-Unis et des nouveaux émergents pour consolider son développement sur la base de partenariats. Mais la nouveauté

en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle est que la France et l'Europe ont tout aussi besoin de leur immense voisin du sud pour créer leurs emplois et redynamiser leurs économies.